

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 134 - VENDREDI 9 MARS 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Le col des 10 franchi, la Barbie de Montretout en ligne de mire et Sarko qui menace d'arrêter la politique : en avant pour le printemps ! ●

AGENDA MILITANT

→ 10 mars

Rennes [Un toit, c'est un droit](#)

Paris [Pour l'arrêt des expulsions](#)

→ 13 mars

Paris [Dette et crise : quelles alternatives](#)

→ 14-17 mars

Marseille [Forum alternatif mondial de l'eau](#)

→ 17 mars

Paris [Omos "Radicalité\(s\)..."](#)
Montreuil [Collectif des 39 contre la nuit sécuritaire](#)
Paris [Marche anticoloniale](#)

À LIRE SUR
[communistesunitaires.net](#)

→ Culture, Education
[L'école de François Hollande](#)

618 384 élus en France : une chance pour la démocratie

Les révolutionnaires que nous sommes ne sont pas attachés au maintien de l'ordre existant. Bien au contraire. Nous voulons changer le monde, changer les institutions pour redonner le pouvoir aux citoyennes et citoyens. Nous ne sommes donc pas pour le statu quo. Mais nous ne prenons pas la proie pour l'ombre !

Quand Nicolas Sarkozy pousse la réforme des collectivités territoriales « pour simplifier le mille-feuille institutionnel », nous ne sommes pas dupes, il vise deux objectifs : rediriger l'argent qui lui échappe encore vers le privé et transformer les collectivités en relais des politiques d'austérité de l'État libéral, en remplaçant la politique par de la «bonne gouvernance».

Je ne suis un spécialiste ni des finances, ni de la réforme territoriale mais je comprends ce que veut dire supprimer «la clause de compétence générale» aux communes, ou à toute autre collectivité. C'est simple : quoi qu'aient voté les électeurs, quels que soient votre projet et votre programme, vous ne pourrez plus intervenir en dehors des compétences réglementaires. C'est la fin de la politique, par la fin de la possibilité d'expérimentation politique, d'originalité de gestion. On pourra faire «plus» ou «moins» – et ce sera souvent moins ! -, mais on ne pourra jamais faire autre «chose» et «autrement». Il s'agit là d'un dangereux recul démocratique qui transformerait les élus locaux en simple relais de l'appareil d'État, en sous-préfet. Qui alimenterait le bipartisme d'alternance.

Toutes les réformes, sous couvert d'un évident besoin de coopération, de simplification, aspirent vers le haut les lieux de décisions, d'arbitrage politique, éloigne de la proximité avec les citoyens. Certains veulent faire croire qu'il y a trop d'élus en France et que cela coûte cher. A l'inverse je pense que les 618 384 élus en France (soit un élu pour 104 habitants) sont une chance pour le débat démocratique. Ces élus coûtent moins cher à la société que les boursicoteurs et sont bien plus utiles. Plutôt que de diminuer leur nombre, il faut organiser la multiplication de cette expérience citoyenne par la limitation du nombre et du cumul des mandats, favoriser les confrontations politiques... Et créer des droits nouveaux pour les citoyens-usagers et les salariés.

La liberté d'action des collectivités est à défendre et étendre. Cela doit aller de pair avec une réforme qui redonne une autonomie fiscale aux collectivités, qui organise des péréquations de ressources pour lutter contre les inégalités territoriales. La liberté d'agir a besoin de moyens financiers.

● **Patrice Leclerc**
Conseiller général des Hauts-de-Seine

Europe : le peuple doit décider

200 personnalités et militants d'horizons syndicaux, associatifs, politiques et culturels très variés ont rendu public un Appel en faveur d'un référendum sur le nouveau Traité européen (autrement nommé "pacte de stabilité budgétaire"). Alors que Nicolas Sarkozy et François Hollande prévoient une ratification parlementaire de ce texte – que le second entend faire précéder d'une renégociation s'il est élu -, ils exigent que, s'agissant d'un sujet qui conditionne l'avenir des politiques économiques et sociales et met en jeu la souveraineté populaire, les citoyens puissent décider.

Cette initiative citoyenne intervient alors qu'une majorité d'élus à l'Assemblée nationale et au Sénat (1) ont entériné, les 21 et 28 février, la création du "Mécanisme européen de stabilité" : un véritable coup d'État antidémocratique. S'il ne s'agit pas d'un appel à voter pour un candidat, car il vise à rassembler dans la durée, au-delà des scrutins des prochains mois, il converge évidemment avec les prises de position actuelles en faveur d'un référendum, en particulier par le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui en a fait un thème central.

Voici le texte de l'Appel, la liste des premiers signataires ainsi que quelques focus sur des prises de positions en faveur d'un référendum.

Déjà 10 600 à dire : « Europe : pas sans nous ! »

Appel pour un référendum sur le nouveau Traité européen

Plusieurs traités européens ont déjà dépossédé les citoyens de la possibilité de choisir les orientations de l'Union européenne.

Aujourd'hui, la Grèce mais aussi le Portugal, l'Irlande et l'Italie se voient imposer des décisions majeures dans des domaines qui ne sont de la compétence, ni de la Commission, ni du Conseil européens. Les dirigeants et les technocrates de l'Europe, au service de la finance, enfoncent les populations dans la récession, la régression sociale et la misère, renforçant ainsi les inégalités, les discriminations et la xénophobie.

Le sommet européen a adopté le 9 décembre, le projet du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance dans l'Union), dit traité Merkozy. Il vise à donner une base légale à la régression sociale, à la répression et aux dénis de démocratie, durcissant les règles qui figuraient déjà dans le Traité de Maastricht puis dans celui de Lisbonne, imposant de lourdes sanctions "immédiates" et "automatiques" aux pays contrevenants. Cet accord a vocation à engager l'ensemble des pays de l'Union et l'ensemble des décisions politiques.

Les gouvernants qui entendent limiter aux parlements la ratification d'un tel Traité manifestent leur mépris des exigences démocratiques. Ils se font les complices

de la remise en cause du principe démocratique fondamental : la souveraineté du peuple.

Nous refusons de renoncer à nos droits !



Quelle que soit l'issue des échéances ●●●

(1) Seuls les groupes Front de gauche ont voté contre, la droite votant pour et la majorité des parlementaires socialistes et écologistes s'abstenant.

●●● électorales d'avril, mai et juin, que le texte reste en l'état ou qu'il soit modifié lors d'une éventuelle renégociation, **nous exigeons la tenue d'un référendum pour que le peuple décide si la France doit approuver ou refuser le nouveau Traité.**

Nous invitons toutes et tous les citoyen(ne)s à se mobiliser dans leurs quartiers, leurs villes ou leurs villages, leurs lieux de travail, au sein de leurs partis, leurs syndicats ou de leurs associations. Organisons ensemble réunions publiques, manifestations, pétitions,

occupations, et autres actions pour un vrai débat et bâtir ensemble l'Europe que nous voulons !

Pour se joindre à cet appel : <http://www.referendum-europe.org>

Liste des premiers signataires :

Adam Etienne (Fase, Basse Normandie), **Adda Rachid** (Secrétaire fédéral du MRC, conseiller municipal de Sarcelles), **Ainardi Sylviane** (Ex députée européenne, militante associative), **Alcorta Martine** (Elue EELV au conseil régional d'Aquitaine), **Alfonsi Gilles** (Communiste unitaire, Fase), **Alsemo** (Artiste plasticien), **Ariès Paul** (Directeur du "Sarkophage" et rédacteur en chef de la revue internationale "Les Zindigné(e)s"), **Arneguy Janie** (Les Alternatifs, Gard), **Asensi François** (Député communiste, Seine-Saint-Denis, Fase), **Autain Clémentine** (Fase), **Ayats Guy** (Syndicaliste, Aude, Fase), **Bagayoko Bally** (Vice président du Conseil général de Seine-Saint-Denis), **Baudet Fred** (Aka daïtoha, rappeur, slameur, Bordeaux), **Banal Jean** (Retraité, 05), **Bardy Dominique** (Parti de Gauche 91, candidate Front de Gauche aux législatives dans la 4^{ème} circonscription de l'Essonne), **Ben Hiba Tarek** (Ancien conseiller régional, militant de l'immigration), **Bennaï Farid** (Militant associatif pour l'égalité des droits, Fase 91), **Bessière Bruno** (Communiste unitaire, Fase, Front de Gauche), **Beynel Eric** (Union syndicale Solidaires), **Bidet Jacques** (Philosophe), **Bidet-Mordrel Annie** (Militante féministe, philosophe), **Bigot Jean** (Convergences et Alternatives, Cinéaste), **Boislaroussie Jean-Jacques** (Porte-parole des Alternatifs), **Bonnet Olivier** (Journaliste blogueur indépendant), **Borra Jean-Claude** (Retraité, 05), **Borrits Benoît** (Les Alternatifs), **Bouhoun Claude** (Urbaniste, militant écologiste pyrénéen), **Bourgoin Jacques** (Maire de Genevilliers, Pcf), **Boumediene Alima** (Fase), **Boussard Claire** (Ingénieur en informatique), **Bozane Odile** (Enseignante laïque, Toulon), **Brafman Jean** (Ancien conseiller régional, Fase), **Braouezec Patrick** (Député de Seine-Saint-Denis, Fase), **Briot Roger** (Isère, Communiste unitaire, Fase), **Brody Patrick** (Syndicaliste), **Bruet Dany** (Responsable associatif, 13), **Brunel Daniel** (Maire-adjoint de Torcy (77)), **Bustamante Didier** (Elu Cgt), **Calabuig Bernard** (Communiste unitaire, Fase), **Carlat Léa** (Coordinatrice du magazine Souffle, Tours), **Castex, Jean-Pierre** (Retraité), **Castex Roger** (Retraité, Hautes Alpes), **Caussarieu Pantxo** (Fase, Gauche Alter 64, Solidaires), **Charitat Jean-Claude** (Retraité, Veynes), **Charlut Rosine** (Fase, Aude), **Chemla Patrick** (Psychiatre chef de service et psychanalyste, membre du groupe des 39), **Ciaravola Florence** (Les Alternatifs 06), **Coadou François** (Philosophe), **Cochin Yann** (Syndicaliste, Convergences et Alternatives), **Colloghan Mathieu** (Artiste peintre), **Cognéras Cyril** (Conseiller municipal à Limoges - Les Alternatifs), **Combes Francis** (Poète et éditeur), **Compagnie Jolie Môme, Coupé Annick** (Union syndicale Solidaires), **Cours-Salies Pierre** (Fase), **Daae Veronika** (Les Alternatifs, ACU), **Defaix Bernard** (Militant du

Service Public), **Della Sudda Bruno** (Les Alternatifs 06), **Demarcq Sandra** (Npa), **Derudder Philippe** (Président de l'Association Internationale pour le Soutien Aux Economies Sociétales (AISES), **Dioudonnat Julien** (Fase), **Drevon Jean-Michel** (Militant du Service Public), **Dubarry Véronique** (Adjointe au maire de Paris, EELV, en charge des personnes en situation de handicap), **Dubsky Richard** (Maire adjoint à la démocratie participative et aux comités de quartiers, Mantes-la-Ville), **Duez Alain** (concepteur de "L'âge de faire" et du "Plan ESSE"), **Dumazeau Cécile** (Militante féministe, Toulouse), **Dupuy Jean-Pierre** (Artiste dramatique, Caen), **Durand Robert** (Retraité), **Duviol Valérie** (Reporter citoyen(ne) pour netoyens.info), **Epsztajn Didier** (Animateur de blog "Entre les lignes et les mots"), **Etiévant Guillaume** (Membre du bureau de la Fondation Copernic), **Eyraud Jean-Claude** (Fase, Gap, Elu local), **Eyraud-Chaume Laurent** (Comédien, responsable de lieu culturel), **Fauche Jean-Luc** (Militant associatif et écologiste, Avignon), **Fiévet Yann** (Professeur de Sciences Economiques et Sociales), **Floris Guillaume** (Gauche anticapitaliste), **Fontaine Daniel** (Maire d'Aubagne, 13), **Fontaine Jacques** (Les Alternatifs, 25), **Fontes Claudie** (Militante associative et syndicale, Toulouse), **Fouquer Jean-Marie** (Fase, Syndicaliste, Seine-Maritime), **François Fanny** (Emergence 92), **Fraysse Jacqueline** (Députée des Hauts de Seine, Fase), **Gadrey Jean** (Economiste, Attac), **Gallais Véronique** (Socioéconomiste, militante altermondialiste), **Gallepe Jean-Pierre** (Cinéaste, Fase), **Galmiche Jean-Louis** (Union syndicale Solidaires), **Garro Isabelle** (Enseignante, philosophe), **Gatounes Franck** (Cheminot, Candidat suppléant Front de Gauche aux législatives, Hautes Alpes), **Geneste Daniel** (Ancien responsable de la Fédération Cgt des transports), **Genevée Frédéric**, (Historien, Pcf), **George Susan** (Ecrivain et présidente d'honneur d'Attac), **Girault Sylvain** (EELV), **Gispert Roselyne** (Cadre de santé en retraite, Fase), **Giry Thomas** (Ecologiste, Front de Gauche), **Gondard-Lalanne Cécile** (Union syndicale Solidaires), **Gonneau Jean-Luc** (Gauche Cactus), **Grador Dominique** (Conseil national du Pcf, Conseillère générale de Corrèze), **Greuter Henri** (Membre d'Attac et de la Confédération paysanne), **Griveau Jean-Louis** (Bretagne, Les Alternatifs), **Jacquet Daniel** (Artiste peintre), **Guypierre** (Sculpteur), **Harribey Jean-Marie** (Economiste atterré), **Havet Serge** (Membre d'AC!), **Hayes Ingrid** (Gauche anticapitaliste), **Hérin Huguette** (Ancienne conseillère régionale Pcf, militante associative), **Herboux Marie-Claude** (Féministe, syndicaliste, Fase), **Husson Michel** (Economiste), **Jarry Patrick** (Maire de Nanterre, 92), **Jean Rémy** (Fase, Aix), **Jennar Raoul Marc** (Essayiste, 66), **Journard Robert** (Chercheur), **Jousse Eric** (Co-fondateur du site Netoyens.info), **(Suite p. 5)**

Traité Merkozy : un FMI européen, un viol de la démocratie

Retrouvez sur le blog de l'appel : des informations, des prises de position, dont sont tirées pour partie les citations ci-dessous :

Jean-Luc Mélenchon, Communiqué du 2/3/2012

« Nicolas Sarkozy vient de signer le nouveau traité européen. Le projet européen désormais c'est l'austérité pour tous et pour toujours.

Avec la règle d'or, le contrôle préalable des budgets nationaux par la Commission européenne et des sanctions automatiques, ce traité frappe le cœur de la souveraineté du peuple français, la souveraineté budgétaire. C'est donc un traité odieux.

(...) Il est insupportable que Nicolas Sarkozy et François Hollande refusent que la ratification soit soumise à référendum ! Pourquoi ? Parce qu'ils savent que les Français ne veulent pas de cette Europe. Pour nous commence une lutte sans répit. »

Patrick Braouezec, député FASE, à l'Assemblée nationale (2), 21 février 2012

« (...) Ce projet, préparé dans une opacité totale au point que la presse ne prend pas la peine d'informer les citoyens, contient tous les éléments pour que soit d'une part abandonnée la souveraineté et que, d'autre part, la démocratie régresse.

En définitive, nous allons voter pour un FMI européen. Je ne cesse de dénoncer les politiques mises en place par le FMI qui rend les pays exsangues et affame les peuples, ce n'est pas pour voter pour le MES.

(...)

Un État, pour avoir accès aux aides du MES, devra accepter toutes les dispositions sur l'austérité budgétaire contenues dans le TSCG.

Lorsqu'un État Membre sollicitera une demande de soutien à la stabilité, c'est la Commission européenne en liaison avec la Banque Centrale Européenne (BCE) qui évaluera le risque pour la stabilité de la zone euro et, en collaboration avec le FMI, analysera la soutenabilité de l'endettement public du pays demandeur et les besoins réels de financement de ce dernier. La négociation devra s'inscrire dans le respect du Pacte budgétaire (TSCG.)

Le gouvernement français, qui n'en est pas à son premier passage en force, a décidé, sans l'avis de l'ensemble des citoyens, de participer à la création d'un monstre institutionnel contre lequel les États eux-mêmes et à fortiori les peuples seront désormais totalement impuissants. Ainsi se poursuit, sous la pression du monde du marché et des affaires, la déstructuration de l'État, des exigences démocratiques, le démembrement de la souveraineté populaire ; le tout au profit d'institutions échappant à tout contrôle.

Le transfert, en toute illégalité, à des autorités européennes et internationales qui ne sont soumises à aucun contrôle démocratique de pouvoirs qui relèvent par nature de la souveraineté populaire s'apparente à un véritable coup d'État. »

Pierre Khalfa, MES, TSCG... l'Europe du pire !, février 2012

« (...) Loin de sortir les États et la zone euro de l'emprise des marchés financiers, le MES la renforce encore. Les banques, qui peuvent emprunter à 1 % auprès de

la Banque centrale européenne (BCE), prêteront au MES à un taux nettement supérieur. Le MES prêterait aux États à un taux encore supérieur et ces fonds serviraient à payer la charge de la dette qui entrerait dans les coffres des banques. C'est la solidarité version néolibérale, les banques solidaires avec elles-mêmes.

(...)

Mais ce n'est pas tout, car ces "aides" aux États se font "sous une stricte conditionnalité" définie par la Commission européenne, la BCE et le Fonds monétaire international (FMI).

C'est cette troïka qui est en train de mettre le peuple grec à genoux à force de réductions de salaires, de privatisations, de remise en cause des droits des salariés. Les mêmes remèdes sont d'ailleurs appliqués avec plus ou moins de vigueur partout en Europe. Pour avoir accès au MES, il faudra en passer sous les fourches caudines de l'austérité drastique. Pour verrouiller juridiquement cette procédure, il est indiqué que l'octroi d'une aide financière sera, à partir du 1^{er} mars 2013, conditionnée par la ratification du TSCG. »

CES (Confédération européenne des syndicats), Déclaration du Comité de direction, 25 janvier 2012 :

(...) « Le nouveau traité, écrit la CES, ne fait que stipuler la même chose : l'austérité et la discipline budgétaire. Il obligera les États membres à mener des politiques fiscales procycliques préjudiciables, qui donnent la priorité absolue aux règles économiques rigides à une époque où la plupart des économies sont toujours faibles et où le taux de ●●●

(2) Sur le blog également les votes des députés.

●●● chômage atteint des niveaux intolérablement élevés. Cela engendra une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, un contrôle et des sanctions.

Les gouvernements qui ne parviennent pas à se conformer au pacte budgétaire seront traduits devant la Cour de justice européenne, qui pourra imposer des sanctions. »

Céline Meneses, conseillère politique auprès de la Gauche unitaire européenne/ Gauche verte nordique (GUE/NGL) au

Parlement européen, membre du PG (3).

À propos du référendum annoncé en Irlande sur la ratification du TSCG, Céline Meneses, égratigne le Tánaiste (vice premier ministre) Eamon Gilmore, membre du Parti travailliste irlandais, qui « y est allé de sa déclaration de soutien à la ratification du traité. » Elle ajoute : « Heureusement, l'autre gauche irlandaise s'est immédiatement lancée dans la campagne pour le non. Sinn Féin et le Socialist Party, qui siègent avec le Front de Gauche au sein du groupe de la Gauche Unie Euro-

péenne au Parlement européen, seront les fers de lance de cette bataille.

Le Parti de Gauche les soutiendra dans cette bataille décisive et continue de se battre pour qu'en France aussi le "pacte budgétaire" soit soumis au suffrage du peuple. »

N'attendons pas, en France, les élections pour espérer un référendum : agissons maintenant !

(3) Sur le site du Parti de gauche :

<http://www.lepartidegauche.fr/editos/actualites-internationales/4953-referendum-pacte-budgetaire-irlande>

Liste des premiers signataires (suite de la page 3) :

Khalfa Pierre (Coprésident de la Fondation Copernic), **Kiintz Michèle** (Communiste unitaire, Fase), **Klopp Serge**, (Chargé de la psychiatrie au Pcf, Collectif des 39 contre la nuit sécuritaire), **Kowal Claude** (Syndicaliste retraité), **Kowal Françoise** (Synicaliste retraitée), **Labroille François** (Conseiller régional, Alternative citoyenne, Fase), **Lafontaine Jean-François** (Directeur de cabinet du Président du Conseil Régional de Martinique), **Lagache Richard** (Editeur), **Langlois Bernard** (Journaliste), **Laporte Pierre** (Vice président du Conseil Général de Seine-St-Denis, Fase), **Latour Patricia** (Journaliste, Conseillère municipale d'Aubervilliers), **Lavignotte Stéphane** (Pasteur, Mouvement du christianisme social), **Larue Sylvie** (Communiste unitaire, Fase), **Lebrun Catherine** (Union syndicale Solidaires), **Leclerc Patrice** (Conseiller général des Hauts de Seine), **Leclerc Philippe** (Tête de liste "Front de Gauche en Lorraine", Gauche Alternative 54, Fase), **Le Hyaric Patrick** (Député européen, Pcf), **Lepage Alain.G** (Militant altermondialiste et des Services Publics), **Leroux, Jean-Paul** (Retraité), **Lescant Thierry** (Union syndicale Solidaires), **Lescure Thi-Trinh** (Union syndicale Solidaires), **Letard Valérie** (Conseillère communale déléguée à l'économie, l'emploi et la lutte contre l'exclusion, Ramonville St Agne 31), **Letchimy Serge** (Député de Martinique), **Levan Anne-Rose** (Fase, Conseillère municipale, Montpellier), **Lévy Laurent** (Essayiste), **Lhomme Xavier** (Militant écologiste, Gironde), **Liot Dominique** (Militant syndical et associatif, Toulouse), **Loizemant Franck** (Convergences et Alternatives), **Lordon Frédéric, Magnat Benoist** (Poète et plasticien, Les Verts indignés, Carpentras), **Mahieux Christian** (Union syndicale Solidaires), **Mangenot Marc** (Economiste et militant associatif), **Marchand Xavier** (Enseignant, syndiqué Cgt, Hérault), **Martelli Roger** (Historien), **Martin Jean-Pierre** (Psychiatre, militant syndical et associatif), **Martin Myriam** (Porte-parole du Npa), **Martinot Yves** (Ac I, Montpellier), **Marty Christiane** (Membre du bureau de la Fondation Copernic), **Meaufront Marcel** (Fase, AlterEkolo), **Mécary Caroline** (Coprésidente de la Fondation Copernic), **Mérieux Roland** (Les Alternatifs), **Mermé Henri** (Les Alternatifs, 75), **Meyer Jean-Pierre** (Syndicaliste), **Meyroune François** (Maire de Migennes, Pcf), **Migneau Monique** (Gauche anticapitaliste), **Minnaert Pierre** (Conseil Fédéral EELV), **Mjati Zine-Eddine** (Responsable du Maghreb à EELV), **Monsillon Gilles** (Alter Ekolo, Fase), **Morder Robi** (Juriste du travail, syndicaliste enseignement supérieur), **Mordillat Gérard** (Romancier et cinéaste), **Muzeau Roland** (Député des Hauts-de-Seine, Pcf), **Nay**

Françoise (Militante de défense de l'hôpital public), **Neuville Richard** (Les Alternatifs 07), **Noguères Dominique, Onfray Michel** (philosophe), **Ortiz Jean** (Syndicaliste universitaire, maître de conférence. Université de Pau), **Pacco André** (Journaliste, Fase 89), **Paillard Didier** (Maire Pcf, de St Denis), **Pailler Aline** (ex députée européenne, journaliste), **Palluault Katie** (Informaticienne et militante), **Paris Jean-Jacques** (Conseiller général de Bègles, Pcf, Front de Gauche), **Pelletier Willy** (Coordinateur de la Fondation Copernic), **Perret Patrice** (Union syndicale Solidaires), **Perreau Bezouille Gérard** (Elu et militant associatif, Nanterre 92), **Poisson Eric** (Collectif du 29 mai, Front de Gauche), **Pons-Jacquet Andrée** (Animatrice atelier d'écriture), **Poupin Christine** (Porte-parole nationale du Npa), **Poutou Philippe** (Npa), **Prebois, Christian** (Syndicaliste, Caen), **Proult David** (Adjoint au maire de St Denis, 93), **Rabie Joe** (Urbaniste, Fase), **Rabie Sylvie** (Réalisatrice multimédia, Fase), **Ramade Roland** (Artiste: auteur compositeur interprète, 34130 Mauguio), **Rainaud Martine** (Militante Fase 33310 Lormont), **Rémy Mylène** (Membre d'EELV), **Rideau Florian** (Les Alternatifs 75), **Robert Guy** (Syndicaliste, Caen), **Roger Nicole** (Retraîtée éducation nationale, militante Attac), **Rouffiac Dorothée** (Npa), **Rouillon Jacqueline** (Maire de St Ouen (93), Conseillère générale de St Ouen, Fase), **Rousseau Michel** (Militant associatif), **Roux Jean-Marie** (Fédération des finances Cgt), **Ruiz Jean-Michel** (Secrétaire départemental du PCF du Val d'Oise), **Sieffert Denis** (Journaliste), **Silberstein Patrick** (Médecin et éditeur), **Siné Bob** (Dessinateur), **Sire-Marin Evelyne** (Militante associative), **Snaoui Boualem** (Fase, Syndicaliste et militant associatif), **Stambouli Mylène** (Militante écolo, Front de Gauche), **Stierlin Philippe** (Communistes unitaires, Fase), **Stock Alain** (Sociologue), **Supiot Frédéric** (Conseil Fédéral EELV, Neurologue), **Thackwell Helen** (Femmes Solidaires, Fontenay-sous-bois), **Testart Jacques** (Biologiste et écrivain), **Tovar José** (Ancien syndicaliste enseignant), **Tricot Catherine** (Architecte), **Tricot Devert Sylvie** (Adjointe au maire à Fontenay-sous-bois), **Turbet-Delof Denis** (Union syndicale Solidaires), **Vieille Blanchard Elodie** (Les Alternatifs 75), **Viguié Francis** (Npa34, conseiller municipal, Montpellier), **Warszawski Jean-Marc** (Musicologue, 93), **Youlountas Yannis** (Ecrivain Franco-Grec), **Zaharia Raymond** (Ingénieur en retraite, Militant associatif), **Zarka Pierre** (Communiste unitaire, Fase), **Zediri Malika** (Militante), **Zerkaoui Myriam** (Isère, Fase et Militante antifasciste).

Remettre l'Europe sur ses pieds

Je ne sais où nos dirigeants européens ont la tête, mais par leur faute l'Europe a la sienne en bas.

Jamais l'Europe n'a semblé si loin des citoyens.

Au mieux, on n'y croit pas et on s'en détourne. Au pire, on vilipende l'Union en tant que telle et l'on n'aspire à rien tant que de s'en débarrasser. Or, dans un cas, on laisse le terrain européen aux forces d'argent et de pouvoir qui la dominent ; dans l'autre cas, on penche vers un repli qui pourrait être pire encore que le mal.

Il y a donc une seule voie raisonnable possible : celle qui consiste à tout faire pour que l'Union européenne se réoriente, et de façon sensible. Depuis plusieurs décennies c'est une même méthode qui est appliquée inlassablement, à Bruxelles, à Strasbourg et dans toutes les capitales européennes. D'un côté, l'affirmation selon laquelle, la concurrence libre et non faussée étant la seule force régulatrice possible, la compétitivité et donc la baisse des coûts du travail et la monnaie forte sont une contrainte indépassable. De l'autre côté, la conviction que, la démocratie étant malaisée à contrôler, le pouvoir des "experts" (la "bonne gouvernance") est la seule raisonnable pour gérer le *patchwork* européen. Détisser l'architecture sociale héritée des années 1930-1940 et contourner systématiquement l'expression populaire directe : telle est la quintessence de la non-démocratie européenne.

N'allons pas par quatre chemins : c'est cette méthode qui est la cause des maux actuels ; si elle a échoué, il faut s'en débarrasser au plus vite pour mettre l'Europe sur d'autres rails. Cela passe par trois pistes simultanées.

1. Pour reconstruire, il faut dire non à tout ce qui se trame. Refuser l'attitude méprisante et indigne des institutions de l'Union à l'égard du peuple grec. Refuser le pacte budgétaire Merkel-Sarkozy qui bâillonne toute expression possible de la souveraineté populaire dans le cadre national, sans la compenser par quelque avancée démocratique européenne que ce soit. Pour dire non, les forces ne manquent ni chez nous ni en Europe. Les peuples, les Indignés, les syndicats sont en train de bouger : ce sont des points d'appui. L'objectif immédiat est ainsi simple à formuler : les peuples doivent se prononcer directement et sur le fond. L'audit citoyen de la dette et le référendum sur le traité Merkozy en sont les passages obligés.

2. Le dispositif actuel des traités européens est obsolète, non pas dans le détail mais dans sa structure même. Le temps des toilettages est forclos. Celui de la refonte est à l'ordre du jour. Mais cette refonte ne doit pas emprunter les voies coutumières. Elle ne relève ni des négociations intergouvernementales, ni des conventions restreintes réservées aux "élites". Ni le processus qui a conduit à Maastricht, ni celui qui a conduit au projet de Traité constitutionnel et à Lisbonne. La méthode acceptable ne peut qu'être constituante : un large débat citoyen, l'élection d'une assemblée chargée de rédiger le ou les nouveaux traités ; une consultation référendaire dans chaque pays sur les textes élaborés.

3. En attendant la refonte, la France n'est pas sans moyens. Elle est la cinquième puissance économique mondiale, la seconde européenne. Ce qu'elle dit et ce qu'elle fait compte et comptera. Pourquoi une France solidement ancrée à gauche ne ferait-elle pas, dans un sens antilibéral, ce que le Royaume-Uni a fait si longtemps dans un sens ultralibéral ? L'Angleterre thatchérisée s'était toujours attachée à ne se sentir contrainte par aucune règle sociale. Pourquoi la France le serait-elle par les stipulations absurdes du Pacte de stabilité ? À elle de dire sans tarder qu'elle n'appliquera pas les décisions européennes qui tourneraient le dos aux engagements pris devant le peuple français.

L'Angleterre a-t-elle été mise à genoux pour avoir tenu sa ligne ? L'Europe en est-elle morte ? En fait, tout laisse à penser que l'exemple français, à condition que la France décide de jouer sa partition démocratique et sociale, serait peut-être la dernière chance d'une Union ambitieuse et viable.

Mais pour que la France parle de cette voix, il faut que les rapports de forces politiques le permettent. La marge de manœuvre se décidera en avril-juin : elle tiendra aux résultats présidentiel et législatif du Front de gauche.

L'action sociale, partout où elle est possible, la bataille immédiate pour un référendum sur le traité Merkozy et la mobilisation électorale jusqu'à l'été : trois facettes d'une même ambition démocratique. Trois actes forts contre la déraison des gouvernants.

● Roger Martelli

Le doigt dans le clafoutis

Cent millions d'Indiens Et nous, et nous, et nous

« *L'Inde est au programme* », ai-je entendu l'année du bac. Et allons-y pour dessiner la carte « *d'un pays dépassant le milliard d'habitants* », y placer Calcutta et New Dehli, citer Gandhi père et fille, parler misère et système des castes... Résultat : 15/20 pour trois images d'Épinal.

Plusieurs années plus tard, tout bachoteur pouvait ajouter la mère Teresa comme icône. Et, en 2008, papoter sur le film à succès *Slumdog Millionaire*, du Britannique Danny Boyle, adapté du roman de l'Indien Vikas Swarup : *Les Fabuleuses Aventures d'un Indien malchanceux qui devient milliardaire*. Le jour viendra-t-il où un Indien fera un film sur la pauvreté en Europe ?

Slumdog ! Littéralement : « Chien de bidonville ». L'autre soir, après une virée à Florange et son haut-fourneau en déshérence, me voilà dans une rue de Thionville, ressemblant à celle large et silencieuse d'une ville frappée par un malheur, la nuit. Quelque chose comme une fuite après la défaite. Un être efflanqué errait. « *Je suis le chien de Thionville* », me dit-il. Il ne s'appelait pas Lakshmi Narayan Mittal, président d'ArcelorMittal, 5^e fortune du monde selon le magazine *Forbes* (mars 2010). L'homme d'affaires indien qui a acheté et

pris le contrôle d'Arcelor privatisé, promettant cyniquement aux actionnaires 30 % des bénéfices.

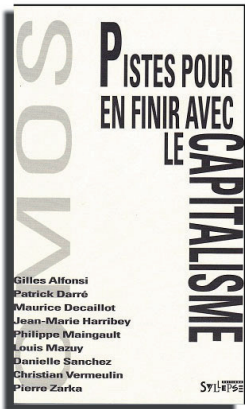
En Inde, les chiens font des tigres. Il y a quelques jours, 100 millions d'Indiens ont participé à une grève générale à l'appel d'un front uni de 11 syndicats – dont l'*All-India Trade Union Congress* (AITUC) et le *Center of India Trade Unions* (CITU) – et 5 000 autres organisations. « *C'est une occasion historique. Pour la première fois, tous les grands syndicats sont ensemble pour protester contre les politiques anti-travail du gouvernement* », a souligné auprès de l'AFP le secrétaire général du Congrès indien des syndicats, Gurudas Dasgupta. Bref, la plus grande journée de mobilisation depuis l'indépendance, contre le gouvernement de centre-gauche du Parti du Congrès. Les revendications ? Mise en place d'un salaire minimum national ; obtention de CDI pour 50 millions de travailleurs temporaires ; mesures contre la casse du droit du travail ; sécurité sociale étendue à tous les travailleurs ; arrêt des privatisations et renationalisation des secteurs stratégiques (pétrole, gaz, mines).

Chienne de vie, mais tellement encourageante.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine





Pistes pour en finir avec le capitalisme

Ed. Syllepse, Collection «Omos»
Février 2012
150 p. - 7 €

« À l'heure où le système capitaliste connaît la plus grave crise de son histoire, ce qui frappe le plus c'est l'absence de projet d'organisation sociale alternative. L'écrasante cacophonie médiatique en reste aux patrons voyous, à la voracité des actionnaires

et aux goldens boys irresponsables au profit de propositions d'aménagements susceptibles de "relancer la machine"... Pourtant, l'opposition au système tente de s'organiser (mouvements de libération, les Indignés, etc.). Des expériences se développent pour explorer d'autres voies s'émancipant des rapports de domination capitalistes (les sans-terre, les expériences de coopérations diverses, etc.) Parallèlement, de nombreux travaux sont disponibles pour alimenter réflexion et action rechercher et expérimenter des voies pour un nouveau type de développement de l'humanité. Les pistes suggérées pour échafauder des propositions nouvelles s'enracinent dans la critique des concepts et des pratiques dominantes, de leur nocivité pour la vie, celle des hommes et de leur environnement. À la veille de la présidentielle de 2012, les réflexions présentées ici se proposent d'aider à l'édification de cohérences pour suggérer de nouveaux modes de développement. Elles prennent radicalement le parti de s'appuyer sur des expériences et la réflexion, les capacités de décision et d'action des millions d'acteurs qui constituent les peuples pour imposer des rapports sociaux de coopération en substitution aux actuels rapports de domination. Cette contribution, pour modeste qu'elle soit, vu la limite du nombre de sujets abordés, n'en est pas moins ambitieuse et prétend à une certaine originalité. Elle s'efforce de poser la question des pouvoirs de décisions en relation avec la propriété. »

Les auteurs :

Patrick Darré, Introduction - Impasse d'un système et recherche d'une alternative

Jean-Marie Harribey, Sortir de la crise globale signifierait sortir du capitalisme

Pierre Zarka, Mode de développement et mise en cohérence
Gilles Alfonsi, La cause écologique et la cause humaine ensemble

Christian Vermeulin, Pêche maritime, vers un déclin inexorable ?
Philippe Maingault, L'agriculture, secteur sous-évalué dans l'économie de marché

Maurice Décaillot, Sortir de la société marchande et capitaliste

Louis Mazuy et Danielle Sanchez, Multinationales et maîtrise sociale du développement

Patrick Darré, Les scops : une appropriation collective qui ne joue pas pleinement son rôle



Des mains brunes sur la ville

Documentaire de Jean-Baptiste Malet et Bernard Richard
90 min - Sortie : 21 Mars 2012

« Pourquoi des citoyens accordent-ils leur confiance à l'extrême droite ? Comment celle-ci se maintient-elle au pouvoir ? En France, le Front national et ses épigones atteignent localement, ici et là, plus de 40 % des suffrages au premier tour des

élections, et parfois la majorité au second. L'extrême droite a toutes les chances de réussir, dans un avenir proche et à plus grande échelle, une percée sans précédent. À Orange et Bollène, dans la circonscription du ministre Thierry Mariani (Droite Populaire), Jacques et Marie-Claude Bompard (FN puis Ligue du Sud) sont élus depuis de nombreuses années maires et conseillers généraux. Dans le silence médiatique, ils appliquent leur programme.

Mais quel programme ? Avec quel budget ? Quelle est leur idéologie, leur communication ? Quelle est leur politique et pour quel modèle de société ?

Afin de répondre à ces questions, nous avons enquêté durant plusieurs mois à Orange et Bollène. Ces villes offrent aujourd'hui le morne spectacle de ce que l'extrême droite pourrait propager demain sur l'ensemble du pays, et sur d'autres territoires, si elle accédait à des pouvoirs plus étendus. Dans cette dérive fascisante, de nombreux constats sont alarmants : aveuglement complice de certains politiques et de certaines institutions, manque de moyens et isolement des militants qui tentent de résister...

Comment sortir de cette poussée d'extrême droite quand la crise économique en fournit le terreau ? »

Sortie en DVD pour projection à commander dès maintenant, pour usage privé en juin.

Présentation, affiche, contact pour diffusion :

<http://www.lamare.org/mainsbrunes>

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de Cerises : Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr